

# Allemagne

## Un modèle économique sous tensions, des syndicats déstabilisés

*Marcus KAHMANN*

Principale économie de la zone euro et lourdement tributaire du commerce international, l'Allemagne est fortement affectée par la transformation de l'ordre politique et économique mondial. Tandis que des restructurations massives touchent le secteur industriel, le gouvernement décide de s'engager dans la voie d'un réarmement sans précédent. La remise en question des équilibres budgétaires fournit de nouveaux arguments à celles et ceux qui estiment que le modèle social allemand « n'est plus finançable » et qu'il faudrait « plus de réalisme » face à la crise climatique. Les syndicats peinent à trouver des réponses à ce nouveau contexte.

As the largest economy in the Eurozone and heavily reliant on international trade, Germany is strongly affected by changes to the global political and economic order. As massive restructuring affects the industrial sector, the government has decided to commit to an unprecedented rearmament plan. This reappraisal of budgetary equilibria provides new arguments to those who consider that the German social model "is no longer financeable" and that "more realism" is required regarding the climate crisis. Trade unions are struggling to find answers for this novel situation.

*Marcus Kahmann  
est chercheur à l'Ires.*

Principale économie de la zone euro et lourdement tributaire du commerce international, l'Allemagne est fortement affectée par l'augmentation des droits de douane et plus largement, par la transformation de l'ordre politique et économique mondial, accélérée par les États-Unis face à la concurrence de plus en plus menaçante de la Chine. Tandis que des restructurations massives touchent le secteur industriel, le gouvernement décide de s'engager dans la voie d'un réarmement sans précédent, visant à faire de l'armée allemande la principale force conventionnelle en Europe. La remise en question des équilibres budgétaires, du fait de l'explosion des dépenses de défense et d'une croissance atone, fournit de nouveaux arguments à celles et ceux qui estiment que le modèle social allemand « n'est plus finançable » et qu'il faut flexibiliser le marché du travail et agir de manière « plus réaliste » face à la crise climatique, en revenant sur des engagements gouvernementaux antérieurs.

Cet article vise à mettre en lumière l'impact, sur le syndicalisme allemand, des bouleversements économiques et géostratégiques. Nous faisons l'hypothèse que les transformations en cours se traduisent par une augmentation des tensions au niveau national et des difficultés persistantes des syndicats à trouver des réponses à la nouvelle constellation. L'article analyse d'abord la reconfiguration de l'espace mondial et son impact sur le modèle de croissance allemand, puis la manière dont les pouvoirs publics y réagissent. Il s'intéresse enfin aux réponses syndicales à cette crise dont les multiples dimensions interagissent.

1. <https://bit.ly/3JT6DEx>.

## La crise de la mondialisation néolibérale pèse sur l'économie

L'industrie, moteur de la croissance allemande, souffre de la multiplication des contraintes liées aux transformations géopolitiques : augmentation des prix de l'énergie, tensions aux frontières extérieures de l'Union européenne (UE), concurrence avec la Chine, protectionnisme étasunien. Confrontés au déclin des positions de l'industrie allemande à l'international, les pouvoirs publics hésitent à développer des politiques industrielles ambitieuses.

### Le grippage du moteur de la croissance

L'économie allemande est fortement intégrée dans les circuits économiques mondiaux. Son modèle de croissance dépend des exportations des automobiles et des biens d'investissement marqués par un contenu technologique élevé, mais aussi des importations de biens intermédiaires et de ressources naturelles. Le syndicalisme allemand, aujourd'hui encore dominé par les « syndicats d'industrie », est toujours attaché à ce modèle. Avec une part de 26,8 % dans la valeur ajoutée brute, le secteur manufacturier garde une place prépondérante dans l'économie, spécificité qui se retrouve en comparaison internationale : seule celle de la Chine est plus élevée (38,3 % contre 22,9 % pour l'Italie, 18,5 % pour la France, 17,6 % pour les États-Unis)<sup>1</sup>. Sa compétitivité internationale repose sur un tissu dense d'entreprises de taille moyenne (*Mittelstand*), un mode de gouvernance plutôt orienté vers le long terme, une infrastructure de recherche

développée, un système de formation professionnelle performant et une part élevée de main-d'œuvre qualifiée.

Depuis le début des années 1990, l'orientation de l'industrie vers les marchés extérieurs a généré des excédents commerciaux dans la balance des biens de plus en plus importants. À regarder de plus près les données du commerce international, les exportations, à partir du début des années 2010, sont surtout stimulées par le rattrapage des économies émergentes et de la Chine en particulier. Grâce à leur spécialisation industrielle, les entreprises allemandes sont bien placées pour satisfaire la demande de machines, de voitures et de pièces automobiles en provenance de ces économies en même temps qu'elles renforcent leurs chaînes mondiales d'approvisionnement<sup>2</sup>. En faisant davantage fabriquer de produits intermédiaires dans les pays d'Europe centrale et occidentale, les entreprises allemandes se concentrent sur la recherche et développement (R&D) ainsi que sur les processus de production complexes, plus forts en valeur ajoutée.

Encore en 2024, l'excédent commercial dans la balance des biens a été de 243 milliards d'euros, soit 7,43 % du PIB. Il a été atteint malgré un léger recul du volume des exportations, observable depuis 2023. En 2025, les exportations devraient à nouveau se stabiliser. Les reculs sur les marchés

extérieurs participent à une certaine déstabilisation économique. Depuis la crise sanitaire, la croissance s'est quasiment arrêtée, n'ayant pas trouvé de relais par la demande intérieure. Le PIB est à peine plus élevé qu'il y a cinq ans. Le marché du travail a en revanche plutôt bien résisté à la stagnation. En 2024, le nombre de personnes en emploi (46,1 millions) atteint son record absolu. Mais il est dû exclusivement au dynamisme du secteur des services tandis que dans l'industrie manufacturière (-0,9 %) et le bâtiment-travaux publics (BTP) (-1,1 %), le nombre d'actifs occupés diminue par rapport à 2023. De nombreux secteurs continuent de se plaindre d'une pénurie de main-d'œuvre qualifiée alors que le nombre d'emplois vacants est en baisse, ce qui témoigne d'une bifurcation du marché du travail.

### **La remise en question du modèle de croissance par la nouvelle configuration géopolitique**

Les économistes se montrent inquiets à l'égard du secteur industriel. Non seulement la valeur ajoutée brute y a diminué de 3 % en 2024 mais surtout, les investissements en équipements ont reculé de 6,5 %, alimentant les craintes d'une désindustrialisation du pays (Arbeitsgruppe Alternative Wirtschaftspolitik, 2025). Selon l'Agence pour l'emploi, l'industrie (*verarbeitendes Gewerbe*) a accusé une

2. Ce ne sont pas seulement les exportations de biens (et de services) qui caractérisent l'intégration de l'Allemagne dans l'économie mondiale. L'approvisionnement en intrants étrangers est également un facteur essentiel de sa compétitivité. En moyenne, les exportations de l'industrie allemande se composent à 28 % d'intrants importés de l'étranger, ce qui est nettement supérieur aux chiffres correspondants pour les grandes économies telles que les États-Unis, la Chine ou le Japon. Dans le même temps, environ la moitié des exportations allemandes sont elles-mêmes des produits intermédiaires qui sont souvent transformés en produits finis au cours de plusieurs étapes de production, sur différents sites et au-delà des frontières nationales. Les chaînes d'approvisionnement transnationales complexes qui en résultent façonnent le commerce mondial, en particulier depuis les années 1990, et estompent de plus en plus les frontières entre l'économie d'importation et d'exportation.

perte de 120 000 emplois en 2024<sup>3</sup> et l'année 2025 s'annonce mal. Elle est en effet marquée par la multiplication d'annonces de fermetures de sites en Allemagne, notamment chez les constructeurs et équipementiers automobiles, alors que ces derniers occupent la part la plus importante des exportations nationales des biens (17,2 % en 2023). Bosch, le principal équipementier automobile allemand, veut supprimer 13 000 emplois (sur plus de 70 000) à l'horizon 2030 dans ses activités « mobilité » (notamment automobile) en Allemagne. Le constructeur américain Ford a annoncé la suppression de 2 900 postes dans son usine de Cologne à l'horizon 2027, réduisant le nombre d'emplois à 7 600 (contre 20 000 à la fin des années 2010). Chez Volkswagen, presque un emploi sur quatre (35 000) sera supprimé à l'horizon 2030. Thyssenkrupp (acier) souhaite réduire ses effectifs de 40 % (-11 000 salariés). À la fin du troisième trimestre 2025, le nombre d'emplois dans l'automobile a diminué de 48 700 (-6,3 %) par rapport à l'année précédente. Avec 721 400 emplois, le secteur retrouve son niveau de 2011 mais maintient son deuxième rang derrière la machine-outil, qui représente 934 200 emplois<sup>4</sup>. Les efforts d'innovation des sites de production sont importants, mais leur succès dépendra d'une augmentation de la demande de nouveaux produits et d'une politique industrielle qui favorise les investissements technologiques (Krzywdzinski, 2025).

Dans le débat public, le décrochage du secteur de l'automobile et de l'acier a donné du grain à moudre aux analyses convenues

sur les faiblesses du pays : une bureaucratie débordante, des impôts élevés, des dépenses sociales abondantes, des minima sociaux élevés, un manque de main-d'œuvre qualifiée, etc. Compte tenu de la stabilité des politiques publiques et des atouts économiques persistants (infrastructure R&D, réseau dense de PME, qualification de la main-d'œuvre), ces analyses sont très partielles. En effet, elles omettent une des raisons principales de la stagnation économique : le modèle de croissance tiré par les exportations qui rend l'économie allemande très dépendante non seulement de la conjoncture mondiale, mais aussi des transformations géopolitiques qui affectent sa position dans la division du travail internationale. Trois évolutions sont décisives en la matière (Dulien *et al.*, 2025) : l'augmentation du coût des énergies fossiles ; le développement industriel de la Chine, qui menace les positions allemandes ; l'aggravation des tensions entre les États-Unis et la Chine, qui favorise le repli protectionniste de l'UE.

### La fin des énergies fossiles bon marché

La guerre menée par la Russie à l'Ukraine depuis février 2022 restreint l'accès de l'industrie allemande aux énergies bon marché, alors que les gouvernements Merkel successifs ont été réticents à s'appuyer d'une manière conséquente sur les énergies renouvelables. Pour répondre au renchérissement soudain des prix du gaz et du pétrole, le gouvernement Scholz (2021-2025) met en place différents

3. « Beschäftigungsrückgang in der deutschen Industrie nimmt zu », *Presseinfo* n° 16, Bundesagentur für Arbeit, 31. März 2025, <https://bit.ly/4ocNtXW>.

4. M. Janson, « Welche Industriezweige sind besonders von Stellenabbau betroffen? », Statista, 25. November 2025, <https://bit.ly/4pEx2F5>.

programmes et mesures pour stabiliser les prix et trouver des sources d'approvisionnement alternatives. Les effets de la crise énergétique se ressentent encore à ce jour. Les commandes, les exportations et les importations des industries les plus énergivores (acier, aluminium, chimie...) ont baissé depuis 2021. Afin de pallier la perte de compétitivité que cette hausse occasionne, le gouvernement Merz (depuis mai 2025) a pris la décision de subventionner pendant trois ans le prix de l'électricité pour l'industrie, ce qui équivaut à 4 milliards d'euros d'économies à partir de 2026. Le feu vert de la Commission européenne à cette subvention est conditionné aux efforts des bénéficiaires d'investir dans des technologies « vertes »<sup>5</sup>. En effet, l'électrification de la production industrielle est nécessaire pour atteindre l'objectif de la neutralité carbone du pays. À l'horizon 2030, 80 % de la consommation d'électricité brute doit provenir des énergies renouvelables (54 % en 2024). À ce jour, cela n'a pas rouvert le débat sur une éventuelle reprise du nucléaire.

### Le développement industriel de la Chine menace les positions allemandes

La montée de la Chine comme puissance industrielle mondiale a été soutenue par une politique de transfert technologique de l'étranger. Elle se combine avec des politiques publiques qui ont identifié les futures technologies clés, financé la R&D et assuré l'accès aux ressources naturelles. Le plan stratégique « Made in China » de 2015 a été crucial à cet égard. Il a fixé l'objectif de faire du pays

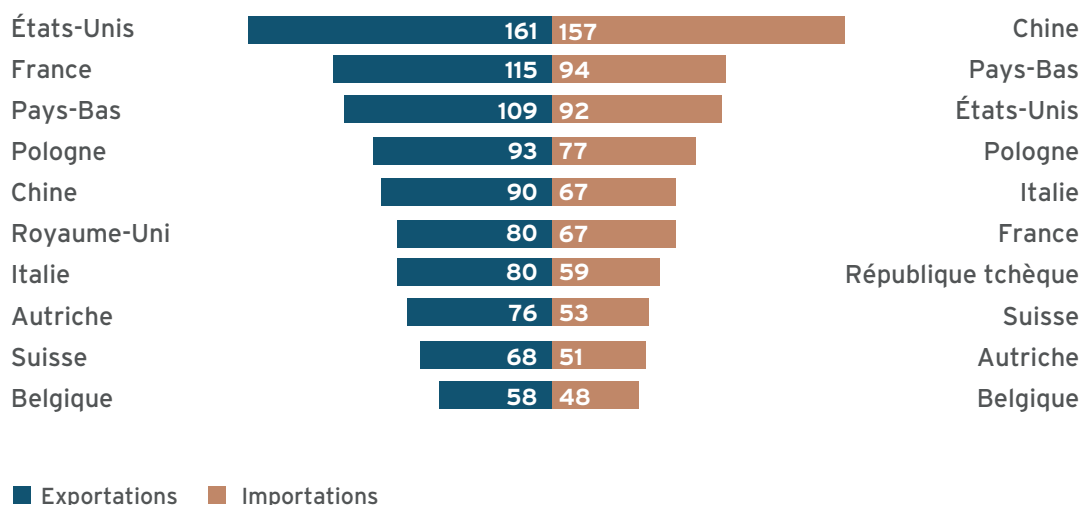
la principale nation industrielle à l'échelle mondiale et d'atteindre le *leadership* dans 10 industries clés : robotique, automatisation, véhicules à propulsion alternative, équipements nautiques, aéronautiques et rail, systèmes d'énergie, machines agricoles, équipements médicaux et biomédecine.

Depuis 2015, la Chine a fait – à l'aide de subventions importantes – d'énormes progrès dans plusieurs de ces industries. Le rapport de complémentarité avec l'industrie allemande s'est transformé en concurrence sur un éventail de produits plus large (Scherrer, 2025). Désormais, elle détient le *leadership* dans plusieurs domaines, mettant au défi l'industrie clé allemande, l'automobile, à travers la production de voitures électriques bon marché. Cherchant à gagner en indépendance, la Chine importe moins, d'autant plus que ses entreprises sont montées en gamme. En conséquence, le volume des exportations allemandes vers la Chine a baissé de presque 16 % entre 2023 et 2024. Cet effondrement de la demande chinoise concerne tous les biens, mais c'est l'industrie automobile qui est la principale concernée avec une diminution de 32 % des exportations de pièces détachées et de véhicules (Matthes, 2025). Malgré les tentatives de l'Allemagne de réduire sa dépendance en diversifiant ses chaînes d'approvisionnement (par ex. Vietnam), la Chine reste de très loin le premier pays de provenance des importations allemandes tandis qu'elle n'arrive qu'au 5<sup>e</sup> rang pour les exportations (graphique 1).

5. D. Delhaes, K. Stratmann, « Industriestrompreis entlastet Unternehmen 2025 um 1,5 Milliarden Euro », Handelsblatt, 17. Juli 2025, <https://bit.ly/3Koazgu>.

### Graphique 1 - Principaux partenaires commerciaux de l'Allemagne en 2024

En milliards d'euros



Sources : Statistisches Bundesamt (Destatis), 2025, <https://bit.ly/3KfmE7P>.

#### L'aggravation des tensions entre la Chine et les États-Unis alimente le protectionnisme de l'UE

L'escalade en matière de droits de douane entamée par l'administration Trump 2 en avril 2025 contre l'UE vise à substituer, à moyen terme, les importations par la production sur place et à attirer les investissements directs étrangers (IDE) des entreprises multinationales. Le virage protectionniste américain percute le modèle de croissance allemand, d'autant plus que les États-Unis sont le premier pays de destination des biens exportés par l'Allemagne (graphique 1). L'escalade dans la guerre commerciale se fait d'ores et déjà sentir sur l'économie. Sur les 9 premiers mois

de l'année 2025, les exportations allemandes vers les États-Unis ont reculé de 7,4 %<sup>6</sup>.

Le compromis trouvé entre les États-Unis et l'UE fin juillet 2025 – un tarif de base de 15 % de droits de douane sur les importations européennes, le renoncement aux droits de douane pour les produits industriels américains ainsi que le maintien de droits de 50 % sur l'acier et l'aluminium importés – a laissé de nombreuses zones grises, sujettes à des négociations bilatérales ultérieures. L'opinion publique allemande a dans l'ensemble estimé que le pire avait été évité. Néanmoins, selon un sondage de la Chambre de commerce et d'industrie (DIHK), 55 % des entreprises considèrent que ce compromis représente un « poids trop important pour l'économie

6. O. Storbeck, S. Ash, F. Müller, « Can anything halt the decline of German industry? », *Financial Times*, November 20, 2025.

européenne<sup>7</sup> ». L'association allemande de la machine-outil (VDMA) estime notamment que l'accord signé entre l'UE et les États-Unis portant sur l'aluminium et l'acier est resté trop vague : « L'accord sur des droits de douane de 15 % ne vaut guère plus que le papier sur lequel il est écrit si de nouveaux produits sont constamment soumis à des droits de douane sur l'acier et l'aluminium, car bon nombre de nos machines contiennent précisément ces matériaux », explique son Président Thilo Brodtmann<sup>8</sup>. Selon la VDMA, 30 % des produits exportés par ses adhérents aux États-Unis seraient soumis aux droits de douane de 50 % sur leurs composants métallurgiques.

### Face aux transformations géostratégiques, des politiques industrielles ambitieuses se font attendre

Compte tenu de la dépendance économique du pays à l'égard de la Chine, les pouvoirs publics allemands hésitent à prendre des mesures fortes. Ce n'est qu'en 2023 que le gouvernement Scholz rompt – plus symboliquement que dans les faits – avec l'approche d'Angela Merkel envers la Chine, tournée vers le libre commerce. Dans sa « Stratégie pour la Chine<sup>9</sup> », le ministère de l'Économie cherche des réponses à l'égard d'un partenaire commercial qu'il perçoit de plus en plus comme agressif et dont il condamne les violations des droits humains. Ce document prône la

« réduction du risque » (*de-risking*) dans les échanges commerciaux par le recentrage du commerce avec des « nations amies » (*friendshoring*), sans pour autant vouloir procéder au « découplage » (*decoupling*) des deux économies<sup>10</sup>. Ces réflexions s'inscrivent dans un mouvement à l'échelle de l'UE pour protéger la « souveraineté industrielle » de l'Europe (Sauviat, Serfati, dans ce numéro), comme par exemple le blocage d'IDE chinois dans quelques entreprises allemandes qui relèvent de la « sécurité nationale » (armement, microélectronique, infrastructures critiques)<sup>11</sup>.

La prolifération de politiques industrielles en faveur d'entreprises ou de secteurs spécifiques à l'échelle du monde – en Chine et aux États-Unis en particulier –, qui font toujours l'objet de réserves dans la pensée économique ordo-libérale allemande (Gerlach, Ziegler, 2015), n'a provoqué qu'une timide réaction des pouvoirs publics. Pour répondre aux défis géostratégiques, technologiques et écologiques, le ministère de l'Économie estime désormais que la priorité accordée aux forces de marché dans les restructurations de l'appareil productif est insuffisante. Dès 2019, la « Stratégie industrielle 2030 » propose de répondre au « déclin du multilatéralisme et à la montée de l'interventionnisme » par un engagement public renforcé lorsque « les forces de marché au sein de l'économie nationale ne réussissent pas à maintenir leur capacité d'innovation et leur compétitivité »

7. « Industrie leidet unter US-Zöllen: « Geschäfte vor dem Aus », *Die Zeit*, 27. August 2025, <https://bit.ly/3Koazgu>.

8. E. Dostert, « Miese Stimmung im Maschinenbau », *Süddeutsche Zeitung*, 21. August 2025, <https://bit.ly/3KgptVZ>.

9. *Strategy on China of the Government of the Federal Republic of Germany*, 2023, <https://bit.ly/48ia9JE>.

10. Selon les calculs de l'Institut pour l'économie mondiale à Kiel (IfW), le scénario d'un *decoupling* abrupt de l'économie chinoise impliquerait des coûts importants, d'un volume similaire à la crise du Covid-19. Un *de-risking* graduel les rendrait plus maîtrisables (Baqaei et al., 2024).

11. F. Röhling, U. Salaschek, « Von einer Blockade chinesischer Investoren kann keine Rede sein », *Weltwirtschaft*, 26. September 2024, <https://bit.ly/4oeRZoQ>.

(Bundesministerium für Wirtschaft und Energie, 2019:3). Mais l'approche prônée d'une participation publique aux grands groupes « des industries du futur » est beaucoup critiquée, ce qui empêche sa mise en œuvre (Ahrens, 2024). La mise à jour de cette stratégie en 2023, intitulée « Politique industrielle pour un changement d'époque », confirme l'engagement des pouvoirs publics en soutien de l'industrie et vise à sa décarbonation (2 milliards d'euros pour la conversion de l'industrie de l'acier, captage du CO<sub>2</sub>, hydrogène vert...). La suppression de 60 milliards d'euros de crédits, destinés à alimenter le Fonds pour le climat et la transformation (KTF)<sup>12</sup>, par un arrêt de la Cour de Karlsruhe de novembre 2023, met un sérieux frein à ces plans.

L'accord de coalition gouvernemental de 2025 prévoit une panoplie de mesures visant à soutenir le secteur industriel, notamment à travers le subventionnement des prix de l'énergie et le développement du réseau d'hydrogène. La microélectronique ainsi que la production de batteries électriques devront continuer à recevoir des aides publiques. Les mesures de soutien les plus détaillées concernent l'industrie automobile qui bénéficie d'incitations à l'achat multiples. Dans l'ensemble, ces mesures manquent de cohérence et d'articulation avec les politiques européennes. Leurs objectifs et modalités d'évaluation restent mal définis (Dullien, 2025). Domine une approche à moyen terme qui focalise, d'un côté, sur quelques industries « du futur » et, d'un autre, sur celles qui sont en proie aux restructurations lourdes (acier, automobile), au risque de retarder la transition écologique.

12. Le KTF a été créé par une loi fédérale en 2010. Le fonds est alimenté en large partie par les revenus publics tirés de l'échange des quotas d'émission. Il permet le financement de politiques publiques destinées à atteindre la neutralité carbone et le développement durable.

## Un réarmement sans précédent comme réponse à la nouvelle donne géopolitique

La violation du droit international dans la guerre contre l'Ukraine, la cyberguerre déployée par la Russie contre l'Europe ainsi que la remise en cause par les États-Unis des obligations de l'Otan ont amené le gouvernement allemand à reconsidérer son approche de la sécurité extérieure. La hausse du budget de la défense ainsi que l'adoption d'un programme d'investissements publics reposent sur un renversement des principes budgétaires antérieurs.

### Les dépenses militaires explosent

Institution créée et intégrée dans l'Otan en 1955, l'armée allemande (Bundeswehr) et sa doctrine évoluent en fonction du contexte géopolitique. Tout au long de la guerre froide, les dépenses militaires pour la Bundeswehr augmentent. À partir de la chute du mur de Berlin, la politique de détente envers la Russie conduit à une baisse de ces dépenses. Des années 1990 à la première moitié des années 2010 se produit une période de désengagement militaire, porté par une coalition transpartisanne au Parlement. Les dépenses militaires décroissent. En 2011, une loi met fin à la conscription obligatoire qui a été introduite en 1956 : le nombre de soldats passe de 222 000 à 185 000 et les effectifs civils de 75 000 à 55 000. Ces réorganisations sont associées à un changement de doctrine, impulsé par le Livre blanc du ministère de la Défense de 2006, et tourné vers l'envoi de troupes sur des zones de conflit à l'étranger.

L'annexion de la Crimée par la Russie en 2014 provoque un renversement de tendance pour l'Allemagne. Sur le plan doctrinaire, la défense du territoire allemand et des alliés de l'Otan devient à nouveau prioritaire (Livre blanc du ministère de la Défense de 2016). La Russie est désormais identifiée comme la principale menace à l'ordre régional. En 2017, la ministre en charge de la Défense, Ursula von der Leyen, annonce une augmentation du nombre de soldats, qui passent de 166 500 à 198 000. Le fameux discours du « changement d'époque » (*Zeitenwende*), prononcé en février 2022 par le chancelier Scholz trois jours après l'agression russe contre l'Ukraine, confirme et approfondit la réorientation prise antérieurement. Le temps de la politique de détente à l'égard de la Russie est révolu. Afin de rétablir la capacité d'auto-défense et de défendre l'Ukraine, l'augmentation massive des dépenses militaires est jugée inévitable.

Le « budget spécial » (*Sondervermögen*) de 100 milliards d'euros en direction de l'armée, adopté en juin 2022, correspond à ces objectifs. Il permet d'augmenter le budget de défense en l'extrayant en partie des contraintes institutionnelles de la politique budgétaire : les prêts qui financent le *Sondervermögen* sont exemptés du « frein à l'endettement » constitutionnel. Celui-ci plafonne depuis 2009 le recours des pouvoirs publics au crédit à 1 % du PIB. Le budget de la défense pour 2025 est estimé à 72 milliards d'euros, dont environ 20 milliards d'euros proviennent du *Sondervermögen*, ce qui fait de lui le plus élevé des budgets de défense en Europe de l'Ouest. En 2026, le budget devrait atteindre

108 milliards d'euros, auxquels s'ajoutent 11,5 milliards d'euros d'aide militaire pour l'Ukraine<sup>13</sup>. Ces hausses budgétaires correspondent aux ambitions affichées du gouvernement d'assumer « ses responsabilités » en Europe, y compris au plan militaire. L'armée allemande est censée devenir la plus puissante en Europe sur le plan conventionnel et, pour la première fois depuis la deuxième guerre mondiale, des soldats allemands seront stationnés durablement à l'étranger (5 000 en Lituanie).

### Une réforme constitutionnelle pour lever le frein budgétaire au réarmement

Toutefois, compte tenu de la trajectoire amorcée des dépenses militaires, le *Sondervermögen* ne saurait en couvrir qu'une partie. En 2027, celui-ci sera déjà épuisé. C'est la raison pour laquelle, en 2025, une large coalition parlementaire entre Chrétiens-démocrates (CDU), Sociaux-démocrates (SPD), Libéraux (FDP) et Verts se met d'accord pour amender les règles constitutionnelles relatives au « frein à l'endettement » afin d'en exempter les dépenses dédiées à la défense et à la sécurité dépassant 1 % du PIB (soit actuellement 44 milliards d'euros). Cela permet théoriquement une dynamique de réarmement débridée. Cette réforme est adoptée le 18 mars 2025, quelques jours avant la constitution du nouveau Parlement (Bundstag), afin d'éviter l'éventuel blocage du projet par l'extrême droite (AfD) et le Parti de gauche (Die Linke). Sont concernées par cette exemption les dépenses dévolues non seulement à l'armée, mais également à la protection civile, au renseignement, à

13. C.-O. Gueler, « Mehr als 108 Milliarden Euro für das Militär », Taz, 27. November 2025, <https://taz.de/Verteidigungshaushalt/16132766/>.

la protection des systèmes informatiques et au soutien aux « pays subissant une agression en violation du droit international ».

Cette réforme permet au gouvernement d'augmenter à l'horizon de 2029 les dépenses militaires annuelles à 152,8 milliards d'euros<sup>14</sup>, ce qui correspond à un budget de défense à hauteur de 3,5 % du PIB. Avec un tel budget, l'Allemagne se placera derrière la Chine et les États-Unis mais devant la Russie, l'Inde et l'Arabie saoudite<sup>15</sup>. Pour atteindre l'objectif de 5 % réclamé par Donald Trump pour les membres de l'Otan, un vertigineux budget annuel de 225 milliards d'euros (non loin de la moitié du budget fédéral) serait toutefois nécessaire. Le chancelier Merz a publiquement défendu cet objectif comme horizon à atteindre. La Bundeswehr nécessitera aussi de nouveaux soldats. Afin d'atteindre un effectif de 260 000 hommes et femmes, le ministère de la Défense mise sur le volontarisme, mais la réintroduction du service militaire obligatoire reste une option.

L'augmentation du budget de la défense représente une manne pour l'industrie d'armement allemande, y compris pour les « *startup* de la défense » spécialisées dans l'intelligence artificielle et les drones<sup>16</sup>. En 2022, l'industrie de la défense comptait 105 000 salariés pour un chiffre d'affaires de 31 milliards d'euros<sup>17</sup>. Évoluant historiquement à la marge de l'industrie, celle-ci est désormais propulsée sur le devant de la

scène par l'actualité. Son essor ne saura toutefois pas compenser les pertes encourues dans l'automobile. Le plus grand bénéficiaire est le groupe Rheinmetall (40 000 salariés) : depuis 2022, sa valeur boursière a été multipliée par 10 et son chiffre d'affaires a doublé (9,8 milliards d'euros en 2024)<sup>18</sup>. En 2024, le groupe enregistre un bénéfice record de 800 millions d'euros.

Afin de renforcer ses capacités productives, Rheinmetall cherche à reconverter des usines civiles existantes. L'une d'entre elles est celle (historique) de Volkswagen à Osnabrück. Le groupe est aussi en train de reconverter son usine Pierburg à Berlin (systèmes d'échappement) pour y produire des armes<sup>19</sup>. Afin d'élargir son catalogue de produits (chars, munitions, systèmes anti-missile) le groupe a récemment acquis un nombre important de chantiers navals dans le Nord du pays pour construire des navires de guerre. La croissance externe lui permet de se rapprocher des « grands » du secteur en Europe (BAE, Airbus, Leonardo et Thales).

Soucieux de soigner son image publique, Rheinmetall est devenu, malgré les réticences de ses supporters, le sponsor principal du très populaire club de foot Borussia Dortmund. Comme la création d'une « journée du vétéran » nationale (6 juin) en 2025, cette initiative participe aux efforts visant à normaliser la présence du complexe militaro-industriel dans la société.

14. « Regierung hebt Wehretat bis 2029 massiv an », *zdfheute*, 23. Juni 2025, <https://bit.ly/4rLYYc3>.

15. F. Wolf, « Bundeswehr + Industrie : l'ascension méthodique de l'Allemagne au sommet de la défense européenne en 2029 », *Meta-Défense.fr*, 13 août 2025, <https://bit.ly/49G3Ed2>.

16. F. Enders, « Neue Waffen, neues Geld? "Defense-Startups" in der BRD », *IMI-Studie*, n° 2/2025, 16. Juli 2025, <https://bit.ly/4omWCxn>.

17. « Sicherheits- und Verteidigungsindustrie », Bundesministerium für Wirtschaft und Energie, <https://bit.ly/48iBoul>.

18. C. Schweppe, « Wer am meisten von der Zeitenwende profitiert », *zdfheute*, 25. Juni 2025, <https://bit.ly/4p4689V>.

19. Voir la liste des sites en reconversion ici : <https://orte-der-aufruestung.de>.

## Changement de cap des politiques environnementales et sociales

Soucieux de faire redémarrer la croissance, le gouvernement Merz décide de baisser les impôts, de revenir sur des engagements écologiques et d'adopter un important programme d'investissements publics. La trajectoire du budget fédéral, lourdement affectée par le réarmement et le soutien financier à l'Ukraine, laisse craindre le rabetage des dépenses sociales.

### *Des investissements publics massifs pour relancer la croissance, les bénéficiaires des minima sociaux en ligne de mire*

La réforme du frein à l'endettement a créé les conditions pour la mise en place d'un nouveau fonds spécial de 500 milliards d'euros, disponible pour une durée de 12 ans. Sa création correspond à la revendication de longue date d'une coalition disparate entre partis de gauche, syndicats, écologistes, économistes hétérodoxes et une partie du monde des entreprises de remettre en état l'infrastructure publique, dévastée par plus de deux décennies d'austérité budgétaire. Plus de la moitié de ce fonds (300 milliards d'euros) est ainsi destiné à financer des investissements extraordinaires dans les infrastructures telles que les voies de communication, l'extension et la rénovation des infrastructures énergétiques, mais aussi la numérisation, la recherche, la santé, les soins et l'éducation (rénovation des écoles et des hôpitaux). 100 milliards d'euros du fonds sont réservés spécifiquement aux *Länder*. Le

gouvernement nourrit l'espoir que cette mesure dynamisera la croissance. Le poids de la dette publique allemande étant relativement faible (62,5 % du PIB), les risques encourus par cet emprunt sont mesurés.

La stagnation économique, renforcée par la faible consommation des ménages allemands due à l'inflation, réduit les marges d'action du gouvernement. En juillet, le budget prévisionnel du ministère des Finances révèle un déficit de 172 milliards d'euros pour les années 2027 à 2029<sup>20</sup>, dont le nouveau gouvernement est en partie responsable. Outre les augmentations du budget de la Défense, il a en effet décidé de baisses d'impôts de 46 milliards d'euros aux effets incertains (impôt sur les sociétés, subvention du diesel agricole, taux de TVA dans la restauration). Le ministre des Finances demande alors à tous les ministères de fournir des efforts, mais ce sont surtout les budgets sociaux qui sont appelés à contribuer. L'augmentation des impôts pour les ménages aisés est en revanche toujours exclue par les conservateurs.

L'accord de coalition avait déjà prévu une réforme restrictive du Bürgergeld, le dispositif d'aide sociale pour les personnes sans emploi et à bas salaire (5,5 millions de bénéficiaires actuellement), introduit par le gouvernement Scholz pour remplacer l'allocation controversée « Hartz IV » (Arbeitslosengeld 2). Une fois élu chancelier, Friedrich Merz a demandé des économies de 5 milliards d'euros (-10 %) sur le budget du Bürgergeld. Le projet de loi a été publié à l'automne 2025 : il prévoit de baisser le seuil de sanctions et d'obliger le ou la future bénéficiaire à épuiser d'abord ses économies. L'allocation n'a pas été augmentée en 2025, malgré l'inflation et la crise

20. C. Hulverscheidt, « Ein Loch von 172 Milliarden Euro », *Süddeutsche Zeitung*, 16. September 2025, <https://bit.ly/4oirU8D>.

du logement. Aussi, les réfugiés ukrainiens arrivés après le 1<sup>er</sup> avril 2025 seront exclus du dispositif et recevront l'allocation pour les demandeurs d'asile. Les économies à réaliser par ces mesures sont pour autant très loin du compte pour le chancelier<sup>21</sup>. Leur sens est à chercher ailleurs, dans l'appauvrissement et la stigmatisation des bénéficiaires des minima sociaux. Compte tenu de la trajectoire du budget fédéral, des coupes plus drastiques dans les dépenses sociales sont probables dans un futur proche.

### **Le retour en arrière écologique se dessine**

Les Verts avaient conditionné leur soutien à la réforme constitutionnelle à l'alimentation du Fonds pour le climat et la transformation (KTF, voir *supra*), destiné à atteindre l'objectif de neutralité carbone à l'horizon 2045, à hauteur de 100 milliards d'euros. Jusqu'à présent, le KTF n'a reçu que 2,2 milliards d'euros, laissant craindre que le gouvernement Merz les utilise pour combler des trous dans le budget et réduire les efforts en matière de protection du climat<sup>22</sup>. Ce genre d'opérations est facile à réaliser : dans son rapport annuel au gouvernement, la Commission des experts économiques (Sachverständigenrat) critique l'absence de règles budgétaires exigeant que les ressources du nouveau fonds spécial restent soumises au critère de « dépense additionnelle ».

D'autres projets laissent penser que la modernisation écologique est freinée, voire remise en cause pour renforcer – à court terme – la compétitivité et la croissance.

La ministre fédérale de l'Économie et de l'Énergie, Katherina Reiche, auparavant P-DG de l'entreprise gazière Westenergie (groupe Eon), propose ainsi la construction de centrales à gaz d'une puissance totale d'au moins 20 gigawatts d'ici 2030, ce qui correspond à 40 grandes unités de production. Au lieu de donner la priorité aux investissements dans les énergies renouvelables, elle mise sur les technologies de captage et de stockage du CO<sub>2</sub>, dont l'efficacité et la rentabilité sont controversées. L'acier vert, l'hydrogène et la rénovation énergétique restent quant à eux en suspens.

Dans le domaine de l'automobile, des efforts sont déployés pour retarder l'abandon des voitures à moteur thermique dans toute l'UE, ce qui constitue un pas en arrière sur la voie d'une transition énergétique nécessaire dans le secteur des transports. En ligne avec ces mesures « pro-énergies fossiles », le CDU remet en question les échéances liées aux objectifs de neutralité carbone fixés par la Loi climat<sup>23</sup>.

### **Les syndicats entre protection de l'emploi, défense des acquis sociaux et principes antimilitaristes**

Le « changement d'époque » impacte aussi les syndicats du Deutscher Gewerkschaftsbund (DGB, Confédération allemande des syndicats). Ceux-ci se trouvent pris en étau entre, d'un côté, l'impératif de protection de l'emploi et, de l'autre, la défense des principes antimilitaristes et la mise en place de réglementations sociales et environnementales. Loin d'opposer uniquement la base au

21. « Bürgergeld-Reform bringt wohl keine direkten Einsparung », *Deutschlandfunk*, 8. November 2025, <https://bit.ly/4oleEQG>.

22. « Wie die Milliarden für den Klimaschutz schrumpfen », *Süddeutsche Zeitung*, 10. September 2025, <https://bit.ly/3KeYkCQ>.

23. D. Delhaes, S. Kersting, « Union rückt von Klimazielen ab - "zu eng und in Teilen falsch" », *Handelsblatt*, 1. Oktober 2025, <https://bit.ly/4oTJSiO>.

sommet de la confédération, ces tensions parcourent toutes ses structures quel que soit leur niveau ainsi que les syndicats entre eux.

### La crainte d'un raboutage des droits sociaux

Les syndicats considèrent l'agenda social du gouvernement Merz avec un mélange de satisfaction et de crainte<sup>24</sup>. D'un côté, ils se félicitent de la stabilisation du niveau des retraites à l'horizon 2031, même si la coalition au pouvoir débat actuellement de leur niveau après cette échéance. Les syndicats sont rassurés aussi par l'augmentation du salaire minimum décidée par la commission en charge (à 13,90 euros en janvier 2026 puis 14,60 euros en janvier 2027) et des mesures pour lutter contre la crise du logement. L'adoption de la loi sur les marchés publics, qui favorise désormais les entreprises soumises à une convention collective, est considérée comme une victoire syndicale majeure, même si elle avait déjà été promise par le gouvernement Scholz. D'un autre côté, les syndicats s'opposent à certains projets contenus dans l'accord gouvernemental (nouvelles règles concernant le Bürgergeld – voir *supra* –, réforme de la loi sur le temps de travail – voir *infra*) et craignent que le déficit budgétaire serve de prétexte pour aller encore plus loin dans la remise en cause de certains droits sociaux. Pour le DGB, la stigmatisation des plus faibles dans le débat autour du Bürgergeld annonce l'offensive des forces conservatrices contre « l'État social »<sup>25</sup>.

Les syndicats abordent les conflits à venir dans une position affaiblie : en effet, leur allié traditionnel au pouvoir, le SPD, est sorti perdant des élections de février 2025 ; en outre, l'érosion du nombre d'adhérents au DGB se poursuit (-1,5 % en 2024), confirmant la tendance structurelle à la baisse observée au cours des dernières décennies (Dribbusch, 2025). La part de salariés couverts par une convention collective et/ou un conseil d'établissement (*Betriebsrat*) continue également son déclin de long terme (Hohendanner, Kohaut, 2025). En même temps, les tensions au sein de la base syndicale s'accroissent. Le virage conservateur de la politique gouvernementale s'accompagne d'une montée en puissance de l'extrême droite qui ne s'arrête pas aux portes des entreprises. Selon un sondage post-électoral, 21,9 % des membres des syndicats ont voté pour l'AfD aux dernières élections au Bundestag, malgré son programme ouvertement antisynical, xénophobe et antisocial. L'AfD était ainsi en deuxième position, à 1,4 point derrière la CDU, des votes des salariés syndiqués<sup>26</sup>.

Afin d'anticiper l'agenda de la rentrée parlementaire et ses discussions budgétaires, le DGB et ses syndicats se sont mis d'accord pour démarrer une offensive de communication politique. ver.di (1,8 million d'adhérents) a ainsi lancé une campagne contre le projet du gouvernement de rendre possible l'extension de la durée légale du temps de travail journalier maximal de 8 heures (sauf exceptions) à plus de 12 heures en la remplaçant par une

24. « Koalitionsvertrag 2025-2028 zwischen der CDU/ CSU und SPD: Bewertung des Deutschen Gewerkschaftsbundes (DGB) », DGB, April 2025, <https://bit.ly/4af7Kc5>.

25. « Sozialabbau schadet Wirtschaft und Gesellschaft », DGB, 27. Oktober 2025, <https://bit.ly/49FI5dB>.

26. C. Lelek, « Gewerkschaften: Weder rot noch ein Bollwerk gegen rechts », *nd*, 28. Februar 2025, <https://bit.ly/3XMJQP5>.

limitation hebdomadaire<sup>27</sup>. Il estime que les salariés précaires seraient les premières victimes d'une telle loi, qui nuirait à la santé au travail et compliquerait la conciliation vie familiale-vie professionnelle. IG Metall (2,2 millions d'adhérents) a démarré une offensive en faveur de l'« État social ». Parmi les revendications présentées au congrès syndical des politiques sociales (Sozialstaatskongress) en juin 2025<sup>28</sup> figurent une augmentation du niveau des retraites ainsi qu'une refonte du financement des prestations sociales. Afin de combler le déficit du budget de l'État fédéral, le DGB plaide pour une réforme de la loi sur les successions et une contribution unique des milliardaires à un fonds d'investissement public<sup>29</sup>.

### Ambiguïtés et contradictions face au réarmement

Le réarmement de la Bundeswehr place les syndicats devant un dilemme : soutenir ces efforts au nom de l'emploi et de la sécurité nationale, voire européenne, ou s'y opposer et réclamer du gouvernement une « politique de paix » qui résiste aux injonctions de l'Otan, de l'UE et des États-Unis.

### Le DGB prend ses distances avec le gouvernement

Les huit syndicats affiliés au DGB, confédération dominante dans le paysage syndical allemand, représentent 5,6 millions d'adhérents. Ces derniers sont assez autonomes dans leurs domaines respectifs, notamment en matière de négociation collective. Revient

alors au DGB l'intervention sur des sujets transversaux, tels que la politique sociale mais aussi la politique internationale, dont il assure la représentation vis-à-vis des pouvoirs publics aux différents niveaux (État fédéral, *Länder* et communes) ou en participant aux manifestations et commémorations.

Depuis le début de la guerre en Ukraine, le DGB, membre historique du mouvement allemand pour la paix (voir l'encadré), condamne l'agression de la Russie au motif de violation du droit international. Face à la remise en cause du bouclier de défense américain, il réclame un renforcement des capacités de défense de l'Allemagne et des pays membres européens de l'Otan. En même temps, il met en garde contre une logique de « réarmement aveugle » et se montre critique à l'égard des latitudes budgétaires permises par la réforme du frein à l'endettement.

La déclaration du DGB et de ses syndicats à l'occasion de la « Journée contre la guerre » du 1<sup>er</sup> septembre 2025<sup>30</sup> prend une certaine distance avec le gouvernement. Il revendique que :

- l'augmentation du budget de la défense ne se fasse pas au détriment des politiques sociales, de l'éducation et des investissements dans l'infrastructure publique ;
- le volume du budget de défense ne prenne pas comme orientation la référence « abstraite, non justifiée et exagérée » de 5 % du PIB, comme le demande l'Otan. L'augmentation du budget doit

27. M. Ries, « Heute zwölf Stunden arbeiten, morgen vier? », *zdfheute*, 2. Juni 2025, <https://bit.ly/48iGN4I>.

28. « Sozialstaat stärken, Zukunft sichern: IG Metall-Kongress fordert soziale Offensive », *Pressemitteilung*, IG Metall, 17. Juni 2025, <https://bit.ly/4ptEQcy>.

29. D. Bath, T. Kisling, « DGB-Chefin Fahimi: "Es droht ein Tabubruch im Gesundheitswesen" », *Berliner Morgenpost*, 27. September 2025, <https://bit.ly/4oeYrw4>.

30. « Für eine Politik der Friedensfähigkeit! Nie wieder Krieg - in Deutschland, Europa und weltweit! », Erklärung des Deutschen Gewerkschaftsbundes zum Antikriegstag am 1. September 2025, <https://bit.ly/44xAOIb>.

### Encadré - Les syndicats, soutien historique du mouvement pour la paix

Le mouvement ouvrier est impliqué de longue date dans le mouvement pour la paix. La Deuxième internationale, fondée à Paris en 1889 par les partis socialistes et ouvriers issus de 20 pays, s'était déjà mobilisée à l'époque contre la guerre, arguant de la priorité de la lutte contre les bourgeoisies nationales afin de mettre fin aux profits tirés de l'économie de guerre. Tandis qu'à la veille de la première guerre mondiale, la plupart des socio-démocrates européens estimait légitime la défense de la patrie face à des agressions d'autres pays capitalistes, une minorité - parmi elle Jean Jaurès en France, Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht en Allemagne - s'y opposait. En Allemagne, le soutien de la direction du SPD au vote des crédits de guerre au Reichstag en 1914 mène à la scission du parti, scénario qu'évite le mouvement syndical malgré une forte opposition interne à la guerre.

Après 1945, les syndicats participent à la renaissance du mouvement pour la paix en République fédérale d'Allemagne (RFA), en se mobilisant pour une politique de détente et de désarmement. En 1958, IG Metall est partie prenante des mobilisations de « Lutte contre la mort nucléaire ». En 1966, le DGB intègre dans ses statuts la participation à la « Journée contre la guerre » (*Antikriegstag*), organisée tous les ans le 1<sup>er</sup> septembre). À la fin des années 1970 et au début des années 1980, dans le contexte de la crise des euromissiles et de la confrontation croissante entre les blocs, les syndicats affiliés au DGB intensifient leurs activités en faveur de la paix. « Le mouvement syndical est toujours aussi un mouvement pacifiste », déclare la confédération dans son appel « La paix par le désarmement » de 1981. Tout autre positionnement serait incompatible avec l'image antimilitariste et internationaliste du mouvement et avec l'histoire du mouvement ouvrier organisé.

Est central à cet antimilitarisme l'idée d'une « paix juste » qui s'oppose à la paix comme résultat d'une victoire militaire. Celle-ci est « le lien entre les syndicats et le mouvement pacifiste. Il s'agit d'une paix qui, grâce à l'élimination de la pauvreté, à la garantie de sécurité sociale et à la solidarité sociale, fournit la base nécessaire à des conditions démocratiques stables. Ce n'est que sur cette base que la démocratie peut se développer et que les peuples du monde entier peuvent vivre de manière autonome, libre et solidaire les uns avec les autres » (Urban, 2024).

plutôt se fonder sur une analyse des besoins réels pour assurer la défense du pays ;

- au lieu de miser sur la dissuasion, le gouvernement devrait développer des initiatives diplomatiques pour rétablir l'ordre multipolaire.

Ces revendications résultent d'un compromis entre, d'un côté, celles et ceux qui ne voient pas d'alternative au réarmement face à la Russie et, d'un autre, les voix, minoritaires mais importantes, qui prônent une « Allemagne puissance de la paix<sup>31</sup> ». Ces

31. « Gewerkschaften gegen Aufrüstung und Krieg! Friedensfähigkeit statt Kriegstüchtigkeit! », <https://gewerkschaften-gegen-aufruestung.de>.

dernières s'expriment davantage dans les structures régionales et au sein des syndicats des services publics et privés (ver.di et le syndicat de l'éducation, GEW). Cette confrontation avait déjà marqué le congrès national de ver.di en 2023<sup>32</sup>.

### IG Metall : défendre les principes antimilitaristes ou favoriser l'emploi ?

Le champ d'intervention d'IG Metall est fortement affecté à la fois par la transition écologique, les difficultés structurelles de l'industrie automobile et la montée en puissance de l'industrie d'armement. Le syndicat partage les orientations antimilitaristes de la confédération. Dans ses statuts (§2), il s'engage pour la « paix, le désarmement et l'entente des peuples ». Le dernier congrès du syndicat prône encore la reconversion de la production militaire, un engagement qui remonte aux années 1980, mais qui ne l'a jamais empêché de défendre les intérêts de ses membres dans l'industrie d'armement.

C'est dans cette logique et au nom de la dissuasion militaire que le bureau exécutif d'IG Metall s'engage en faveur de la reconstruction des capacités militaro-industrielles allemandes. Le document stratégique qu'il cosigne en 2024 avec le « Forum économique » du SPD et l'Association des entreprises de la sécurité et de la défense (BDSV)<sup>33</sup> affirme ne pas vouloir laisser le florissant marché d'armement allemand aux seules entreprises américaines et israéliennes. Il définit une stratégie industrielle dans les trois domaines

de l'armée (air, mer, terre), qui réclame aux pouvoirs publics des garanties budgétaires pour sécuriser les investissements ainsi qu'un dialogue stratégique – dans lequel le syndicat se projette comme partie prenante – sur les produits et technologies à développer. D'une manière surprenante, à aucun endroit le document ne précise les conditions sociales (qualité de l'emploi, formation professionnelle, rôle du dialogue social et de la négociation collective...) qui devraient accompagner cette montée en puissance industrielle. Interrogée sur les tensions à l'égard de ses principes statutaires, la direction du syndicat assure agir dans l'esprit de la Constitution (*Grundgesetz*) qui exige la défense du pays et des partenaires de l'Otan.

Le prisme de l'emploi domine aussi dans les entreprises de la métallurgie allemande rachetées par des groupes de défense. C'est le cas à Görlitz, une ville frontalière de l'est de l'Allemagne, où l'entreprise franco-allemande KNDS a racheté l'usine d'Alstom. Au lieu de trams et des wagons nécessaires à la transition écologique, 350 salariés y produiront désormais des chars<sup>34</sup>. La mobilisation contre la reconversion est restée cantonnée à l'extérieur de l'entreprise, mobilisant aussi bien des écologistes que l'extrême droite. L'IG Metall régional se montre satisfait que 350 emplois, couverts par la convention collective, aient été sauvés. Chez l'équipementier automobile Pierburg, le secrétaire du conseil d'établissement se félicite de la future production de munitions : « La transformation [à l'origine écologique] se fait différemment

32. P. Beucker, « Selbstverständnis auf dem Prüfstand », *taz*, 22. September 2023, <https://taz.de/Verdi-Gewerkschafterinnen-und-der-Krieg/!5959318>.

33. « Souveränität und Resilienz sichern ». Industriepolitische Leitlinien und Instrumente für eine Zukunftsfähige Sicherheits- und Verteidigungsindustrie », *Wirtschaftsforum der SPD E.V., IG Metall, BDSV*, 2024, <https://bit.ly/44va5vM>.

34. H. Lasch, « Alstom-Werk in Görlitz: Abrüstung nur bei der Belegschaft », *nd*, 6. Februar 2025, <https://bit.ly/48gceNb>.

maintenant. Mais il n'y a pas d'alternative. La conversion nous permet de garder tous les emplois et d'en créer encore davantage dans le futur<sup>35</sup>. »

Une exception à cette règle est Porsche (23 600 salariés), qui appartient au groupe Volkswagen. Spécialisée dans les voitures sportives très haut de gamme et longtemps extrêmement profitable, l'entreprise a subi une chute inattendue de ses ventes, de son chiffre d'affaires et de sa valeur boursière. Au printemps 2025, elle supprime 2 500 emplois. D'autres licenciements ne sont pas exclus. Porsche a notamment fermé sa production de batteries à Kirchentellsinsfurt, coupant court aux efforts financiers du *Land* Bade-Wurtemberg d'en faire un lieu de production de batteries pouvant concurrencer l'Asie<sup>36</sup>. L'entreprise décide aussi de diversifier son portefeuille d'activités en faveur de la production de biens d'armement. En 2024, elle investit plusieurs dizaines de millions d'euros dans la *startup* de drones Quantum Systems. Au total, 2 milliards d'euros sont prévus pour ce type de participation<sup>37</sup>. Mais le conseil central d'entreprise (*Gesamtbetriebsrat*) conteste ce virage stratégique pour des raisons historiques : le fondateur du groupe, Ferdinand Porsche, membre du NSDAP et commandant SS, a été chargé par le régime nazi de construire le premier modèle Volkswagen, en ayant recours aux travailleurs forcés et aux prisonniers des camps d'extermination.

### Des positions divergentes sur la politique commerciale

Reflétant l'intégration de l'économie allemande dans le commerce international, les syndicats ont traditionnellement eu une attitude critique à l'égard des mesures protectionnistes et des droits de douane unilatéraux. IG Metall par exemple s'y oppose encore à ce jour à l'égard de l'industrie automobile chinoise, estimant que les barrières douanières nuisent à la compétitivité des entreprises allemandes et augmentent le risque de guerre commerciale au détriment de tous les participants<sup>38</sup>. L'unilatéralisme tarifaire (erratique) du gouvernement Trump à l'égard de l'UE est considéré comme d'autant plus nocif qu'il exacerbe les problèmes structurels de l'industrie (prix de l'énergie, investissements et technologies pour atteindre la neutralité carbone, offensive des producteurs chinois) et ébranle sa capacité à se projeter dans l'avenir.

Les développements récents ont néanmoins amené les syndicats d'industrie à infléchir et à préciser leurs positions. Ainsi, IG Metall estime que la multiplication des incitations à produire sur place par des partenaires commerciaux internationaux nécessite une adaptation de la stratégie de l'UE et de celle du gouvernement allemand. Le syndicat se réclame désormais d'un « nouveau réalisme » et prône des clauses dites de « contenu local »<sup>39</sup>. Ainsi, les entreprises qui bénéficient de subventions ou commandes publiques

35. A. Weingart, « Aus Pierburg GmbH wird die Rheinmetall Waffen Munitions GmbH », IG Metall Berlin, 6. Juni 2025, <https://bit.ly/4rpOL4Y>.

36. L. Heyser, « Produktions-Aus bei Cellforce: Muss Porsche staatliche Fördermittel zurückzahlen? », SWR, 11. September 2025, <https://bit.ly/3KgyjmD>.

37. « Porsche-Betriebsrat gegen Rüstungsproduktion », *Arbeit Zukunft*, 2. September 2025, <https://bit.ly/3M0yWkT>.

38. « Statement IG Metall und GBR-Vorsitzende der deutschen Automobilhersteller zu geplanten Importzöllen », IG Metall, 3. Oktober 2024, <https://bit.ly/3XMUIEX>.

39. « Darum brauchen wir Local-Content-Regeln », IG Metall, 14. Oktober 2025, <https://bit.ly/43MXfJk>.

(armement, industrie médicale et aéronautique) devraient s'engager à ce qu'une part préalablement définie de la création de valeur se fasse en Europe et en Allemagne. Cette revendication rejoint des réflexions récentes de la Commission européenne<sup>40</sup>. Pour les autres entreprises, IG Metall souhaite désormais conditionner leur accès aux marchés européens à des obligations d'investissement. Le syndicat y voit un moyen aussi de renforcer la résilience des chaînes mondiales d'approvisionnement aux chocs extérieurs.

IG BCE, syndicat de la chimie, de l'énergie et des mines, qui regroupe 560 000 adhérents, prône une approche différente : il soutient le découplage avec la Chine pour réduire la dépendance allemande en biens technologiques et en matières premières ; en contrepartie, il souhaite intensifier des partenariats commerciaux avec des nations « fiables » (*friendshoring*). Cette revendication est formulée dès 2023 dans le document « Politique industrielle 2030+ » et est reprise en juin 2025 dans un manifeste cosigné avec le Syndicat des travailleurs de la sidérurgie américaine (USW). Celui-ci distingue les partenaires commerciaux dignes de confiance, tels que l'UE, le Canada et les États-Unis, de ceux qui exercent une concurrence déloyale au moyen de l'octroi de subventions massives. Le manifeste considère légitime l'usage des droits de douane comme moyen de défense des économies nationales, mais critique l'administration Trump pour avoir visé injustement l'UE. On y lit : « Au lieu d'imposer des droits de douane universels unilatéraux qui détruisent les alliances et les chaînes

d'approvisionnement stables, les décideurs politiques doivent prendre des mesures ciblées contre les pays qui ont recours à des pratiques commerciales déloyales et abusives, en particulier la Chine. Un dialogue ouvert visant à relever les défis bilatéraux [entre États-Unis, Canada et UE] doit être considéré comme une priorité majeure<sup>41</sup>. »

### Les ambivalences syndicales en matière de transition écologique

La montée de la défense de l'emploi industriel comme préoccupation de premier plan rend plus difficile le maintien de l'agenda syndical en matière de transition écologique. Les quelques avancées obtenues par la négociation collective risquent d'être ainsi annulées par la dynamique actuelle. Dans l'industrie automobile, les restructurations en cours ont ainsi rendu en partie caducs les accords d'entreprise dits « du futur » (Bosch, 2024), qui avaient souvent pu fixer des modalités de participation des salariés à l'élaboration des modalités de la reconversion des sites, notamment en faveur de l'électromobilité.

Face à un patronat et un gouvernement qui remettent en question leurs engagements antérieurs, les syndicats d'industrie essaient de tenir la ligne qu'ils se sont fixés en faveur de la « double transformation », écologique et numérique (Kahmann, 2023). À sa première « Conférence de l'industrie » à Berlin en septembre 2025, IG Metall affirme ainsi sa revendication d'une politique industrielle dans laquelle l'État joue un rôle « actif », notamment en matière de politique énergétique pour favoriser la

40. C. Rickens, « Tschüss Freihandel, hallo Protektionismus - EU plant neue Zölle », *Handelsblatt*, 26. September 2025, <https://bit.ly/4oUusLa>.

41. « IG BCE und United Steelworkers (USW) fordern Transatlantischen Schulterchluss für eine faire und nachhaltige Industriepolitik », IG BCE, 5 Juni 2025, <https://bit.ly/4of7OvW>.

transition écologique. Il y met en garde le gouvernement contre sa tentative de remise en cause de cette transition vers les énergies renouvelables. Mais leur revendication la plus audible, partagée avec les employeurs de la métallurgie et l'IG BCE, est désormais celle d'un prix de l'énergie subventionné de 5 centimes d'euros par kilowatt/heure pour améliorer la compétitivité de l'industrie allemande et empêcher les délocalisations.

IG Metall continue de défendre l'économie de l'automobile, au risque de laisser de côté les objectifs de politique climatique qu'il défend et de creuser encore les retards industriels. Pour alerter sur la situation du secteur, le syndicat cosigne en septembre 2025 une déclaration avec la puissante Association allemande des constructeurs d'automobile (VDA)<sup>42</sup>. Cette déclaration commune exige des pouvoirs publics nationaux et européens un soutien plus vigoureux de la transition en faveur de l'électromobilité et une modification du règlement européen qui programme la fin du moteur thermique à l'horizon de 2035, afin de remédier à l'insuffisance des ventes de voitures électriques en Europe. Estimant irréaliste cet objectif, IG Metall et VDA réclament des solutions « pragmatiques », permettant le recours aux technologies hybrides (PHEV, EREV) et aux fuels renouvelables. IG Metall peut compter sur le soutien du chancelier sur ce point.

Cette priorité donnée à l'emploi n'exclut toutefois pas une vision syndicale éclairée – mais très éloignée des enjeux actuels du secteur – du futur rôle de la voiture dans un contexte de réchauffement climatique

et de destruction environnementale. Afin d'atteindre la neutralité carbone du secteur, IG Metall continue de poursuivre ses travaux sur le « tournant de la mobilité » avec le syndicat du transport public (EVG) et des associations des usagers du rail et du vélo. Un document conjoint publié en 2024 précise les contours de cette politique qui vise un nouveau mix des différents modes de transport, avec un rôle beaucoup plus important du rail, des transports en commun et du vélo – au détriment de la voiture<sup>43</sup>.

## Conclusion

La transformation de l'espace géopolitique mondial a des impacts profonds sur l'économie politique allemande : sur une partie du secteur industriel, en crise, d'une part ; sur la vie politique, avec l'avènement d'un tournant politique nettement à droite, d'autre part. En effet, elle a favorisé l'arrivée au pouvoir en 2025 des conservateurs, avec l'aide d'un Parti social-démocrate très diminué et une opposition d'extrême droite plus forte que jamais dans l'histoire de la République fédérale. La croissance atone et le besoin de financer le réarmement donnent des arguments à celles et ceux qui estiment que la solution adéquate consiste à réduire les efforts écologiques et à tailler dans les budgets sociaux et la réglementation du travail. La violence de cette politique se manifeste autant dans le discours à l'égard des (travailleurs) pauvres et des étrangers que dans les mesures prises. Celles-ci restent pour l'instant contenues, mais il n'est pas sûr qu'elles résisteront à la détérioration annoncée du budget fédéral.

42. « Offensive für Elektromobilität und CO<sub>2</sub>-Regulierungen flexibilisieren », Gemeinsame Erklärung von IG Metall und VDA, Pressemitteilung, 11. September 2025, <https://bit.ly/3KpWIX3>.

43. « Die Verkehrswende starten – ökologisch, ökonomisch, sozial », Gemeinsames Positionspapier von ADFC, Allianz pro Schiene, Eisenbahn- und Verkehrsgewerkschaft (EVG), IG Metall und Zukunft Fahrrad, 10. Januar 2024, <https://bit.ly/4il2V37>.

Face à ce contexte nouveau, un certain nombre de dilemmes stratégiques apparaissent pour les syndicats : prioriser la transformation écologique de la production industrielle ou sécuriser les emplois dans un marché du travail en manque d'emplois de qualité équivalente ? Favoriser la création de bons emplois dans l'industrie de l'armement allemande ou continuer à militer en faveur de la reconversion du secteur ? Continuer à miser sur la Chine comme fournisseur et marché pour l'industrie allemande ou soutenir les efforts pour limiter l'impact de ses pratiques commerciales protectionnistes et déloyales ? Soutenir le réarmement pour contrer la menace que fait peser la Russie sur ses voisins européens alors que son financement s'apprête à se faire au détriment des acquis sociaux ?

Soutenir le SPD au gouvernement pour éviter une politique anti-sociale débridée ou mobiliser la base en faveur des réformes sociales et fiscales nécessaires ? L'article montre que les réponses à ces questions ne sont ni stables dans le temps, ni uniformes. Loin d'opposer la base à un sommet supposément éclairé, ces tensions se manifestent aussi entre les niveaux et entre syndicats.

Le syndicalisme allemand est toujours à la recherche d'une stratégie plus globale encore. Compte tenu de l'ampleur des enjeux, on peut parier que son efficacité dépendra aussi des liens tissés avec d'autres acteurs sociaux, notamment à l'échelle de l'Union européenne. L'augmentation de la conflictualité sociale qui se dessine la rendra d'autant plus urgente.

*Achévé de rédiger le 30 novembre 2025.*

## Sources :

- Ahrens R. (2024), « Pragmatischer Interventionismus. Deutsche Industriepolitik im 20. und 21. Jahrhundert », *Aus Politik und Zeitgeschichte*, vol. 74, n° 4-5, p. 19-24, <https://bit.ly/44uYbSG>.
- Arbeitsgruppe Alternative Wirtschaftspolitik (2025), « Memorandum 2025. Mehr Demokratie - Weniger Kapitalmacht », *Kurzfassung*, <https://bit.ly/48mF3ri>.
- Baqaee D., Hinz J., Moll B., Schularick M., Teti F. A., Wanner J., Yang S. (2024), « What if? The effects of a hard decoupling from China on the German economy », *Kiel Policy Brief*, n° 170, IFW Kiel, Januar, <https://hdl.handle.net/10419/289603>.
- Bosch G. (2024), « Allemagne : revitalisation du partenariat social dans la “transformation” ? », *Chronique internationale de l’IRES*, n° 185, mars, p. 15-33, [https://ires.fr/wp-content/uploads/2024/02/C185\\_2.pdf](https://ires.fr/wp-content/uploads/2024/02/C185_2.pdf).
- Bundesministerium für Wirtschaft und Energie (2019), *Nationale Industriestrategie 2030. Strategische Leitlinien für eine deutsche und europäische Industriepolitik*, Februar, <https://bit.ly/4a6Tn9O>.
- Dribbusch H. (2025), « DGB-Gewerkschaften wieder im Minus », *Express*, n° 2-3, <https://bit.ly/48rnmXI>.
- Dullien S. (2025), « Industriepolitik der neuen Regierung: Von holistischem Ansatz noch weit entfernt », *Wirtschaftsdienst*, vol. 105, n° 8, p. 572-573, <https://bit.ly/3XhyNfl>.
- Dullien S., Bauermann T., Herzog-Stein A., Paetz C., Rietzler K., Stein U., Stephan S., Tober S., Watzka S. (2025), « Modell Deutschland neu justieren – Nachfrage und Innovationen stärken », *IMK Report*, n° 194, Januar, <https://bit.ly/4p1NQpI>.
- Gerlach F., Ziegler A. (2015), « Konturen einer proaktiven Industriepolitik – Das Beispiel Deutschland », *WSI-Mitteilungen*, n° 7/2015, p. 526-533, [https://www.wsi.de/data/wsimit\\_2015\\_07\\_gerlach.pdf](https://www.wsi.de/data/wsimit_2015_07_gerlach.pdf).
- Hohendanner C., Kohaut S. (2025), « Tarifbindung und betriebliche Interessenvertretung: Ergebnisse aus dem IAB-Betriebspanel 2024 », *WSI-Mitteilungen*, vol. 78, n° 4, p. 297-303, <https://doi.org/10.5771/0342-300X-2025-4-297>.
- Kahmann M. (2023), « Allemagne : les syndicats, co-acteurs de la transition écologique », n° spécial, « Les syndicats face aux défis environnementaux » *Chronique internationale de l’IRES*, n° 184, décembre, p. 43-65, [https://ires.fr/wp-content/uploads/2023/12/C184\\_3.pdf](https://ires.fr/wp-content/uploads/2023/12/C184_3.pdf).

- Krzywdzinski M. (2025), « Die unsichere Zukunft der Produktionsarbeit in Deutschland. Das Leitwerkkonzept und die Krise der Automobilzulieferindustrie », *WSI Mitteilungen*, n° 78, 6/2025, p. 415-423, <https://doi.org/10.5771/0342-300X-2025-6-415>.
- Matthes J. (2025), « Außenhandel 2024 mit China: Problematische Befunde im Detail », *IW-Kurzbericht*, n° 20, 26. Februar, <https://bit.ly/3LZhvRK>.
- Scherrer C. (2025), « Geopolitische Umbrüche: Wirtschaftliche Herausforderungen für Deutschland », *WSI-Mitteilungen*, vol. 78, n° 3, p. 171-178, <https://doi.org/10.5771/0342-300X-2025-3-171>.
- Urban H.-J. (2024), « Gewerkschaften und Friedensbewegung – eine lebendige Partnerschaft », *Zeitung gegen den Krieg*, n° 56, <https://zeitung-gegen-den-krieg.de/wp-content/uploads/2024/03/zgk56-web.pdf>.